

Des bananes (Chiquita Brands) qui ruissellent de sang

mardi 20 mars 2007, par [PICCOLI Guido](#) (Date de rédaction antérieure : 16 mars 2007).

Si José Arcadio Secondo avait été syndicaliste cueilleur de bananes ces années-ci et non pas à Macondo il y a trois-quarts de siècle, il aurait eu encore moins de probabilité de mourir de vieillesse. Les bananes, à l'époque comme aujourd'hui, continuent à ruisseler de sang. C'est ce que confirme la sentence du tribunal de Washington, qui a condamné Chiquita Brands (des fameuses « *Chiquita 10 e lode !* » ? NDT), à payer une amende de 25 millions de dollars pour avoir financé, de 1997 à 2004, à travers sa filiale Banadex, les Autodefensas Unidas de Colombia (Auc). L'histoire, ainsi, se répète, bien qu'on ait changé le nom de la multinationale (qui autrefois s'appelait United Fruit) et ses méthodes de répression, réalisée dans les années 20 par les massacres de l'armée (comme le raconte Gabriel Garcia Marquez dans *Cent ans de solitude*), et maintenant avec les mini-Uzi (*des armes dont vous verrez la photo en allant sur un site très instructif à ce sujet, lien en fin de texte, NDT*) des sicaires paramilitaires. Les paiements des Auc furent approuvés « *pour garantir en bonne foi la sécurité de nos employés* », a répondu pour sa défense le président de Chiquita Brands, depuis son siège de Cincinnati, dans l'Ohio. « *L'amende à une entreprise, coupable d'avoir payé un groupe illégal, est un signal magnifique*, commente le ministre de la défense colombien, Juan Manuel Santos. Mais bien qu'elle ait fait grand bruit, la sentence du tribunal est presque une farce, pour ce qu'elle décrète et ce qu'elle omet.

Confirmant l'amer refrain colombien (« *aux Usa les sous, à nous les morts* »), les 25 millions de dollars entrèrent dans les caisses de l'état étasunien, au lieu de dédommager les victimes des paramilitaires qui, contrairement à ce que raconte le président de Chiquita, ne protégeaient pas les travailleurs mais se consacraient, avec la collaboration des militaires, à tuer et faire disparaître des syndicalistes et des représentants de la gauche légale, surtout forts dans la zone « *bananera* ». En outre, les juges de Washington se sont bien gardés d'approfondir certains épisodes bien plus graves qui prouvent une unité d'intentions entre Chiquita Brands et les Auc du (peut-être) défunt Carlos Castaño et de l'italo-colombien Salvatore Mancuso.

Le plus bruyant arriva le 21 novembre 2001 (deux mois après l'inscription des Auc dans la liste des groupes terroristes internationaux, décidée par Bush après l'attentat des Tours Jumelles), quand, dans le port privé de Chiquita Brands de la petite ville atlantique de Turbo, on débarqua du navire Otterloo, 14 containers avec 3400 mitraillettes Ak-47 (*les Kalachnikov, pas de lien pour la photo, on sait à peu près ce que c'est, NDT*) et 4 millions de cartouches, destinés justement au « *Banana Bloque* » des paramilitaires. Evidemment avec la complicité des militaires, policiers et douaniers colombiens (en plus de leurs collègues nicaraguayens et panaméens). Alors qu'un an plus tard, Castaño lui-même, dans une interview donnée au quotidien *El Tiempo*, exaltait cette opération de réapprovisionnement belliqueux comme « *le meilleur goal* » réalisé par son organisation, l'enquête judiciaire colombienne fut ponctuellement enterrée, grâce à l'intervention de l'avocat général Luis Camilo Osorio (ex-ambassadeur colombien en Italie). Chiquita Brands en sortit tellement « *propre* » qu'elle remporta en avril 2004 le prix de la fondation Trust for Americas, pour son « *engagement social contre la pauvreté et la corruption* ». Ce fut même le président de l'Organisation des Etats américains, l'ex-président Cesar Gaviria, qui le remit, et eut ensuite l'impudence de nier qu'il savait que Chiquita Brands était impliquée dans le scandale de l'importation d'armes pour les paramilitaires.

Les syndicats colombiens ont déclaré qu'ils ne se contentaient pas de la sentence de Washington, en annonçant qu'ils continueraient la bataille non seulement contre Chiquita Brands, mais aussi contre Coca Cola, Oxy et les mines Drummonds, mandataires notoires des homicides de militants syndicaux. En demandant la solidarité internationale et en utilisant, en plus des contemporaines, une loi de 1789 qui prévoit qu'un étranger puisse dénoncer à la justice étasunienne les citoyens des Usa responsables de délits contre l'humanité. Loi qui, il y a plus de deux siècles, était faite pour combattre les pirates de sir Francis Drake, et qui pourrait aujourd'hui servir à freiner les guerriers bien plus cruels du « libre marché ».

Pour mini-Uzi :

http://www.israeli-weapons.com/weapons/small_arms/uzi/Uzi-Mini.html

P.-S.

* Paru le vendredi 16 mars 2007 dans Il Manifesto. Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio.

<http://www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/16-Marzo-2007/art43.html>